

EMMANUEL MACRON, ALADIN DE L'IMAGINAIRE FRANÇAIS
Stéphane Rozès

Gallimard | « Le Débat »

2017/4 n° 196 | pages 52 à 57

ISSN 0246-2346

ISBN 9782072735837

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-le-debat-2017-4-page-52.htm>

Pour citer cet article :

Stéphane Rozès, « Emmanuel Macron, Aladin de l'imaginaire français », *Le Débat*
2017/4 (n° 196), p. 52-57.
DOI 10.3917/deba.196.0052

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Stéphane Rozès

Emmanuel Macron, Aladin de l'imaginaire français

Le Débat. – L'élection d'Emmanuel Macron à la présidence et sa ratification par le succès écrasant du mouvement qu'il a lancé aux élections législatives ont été une surprise majeure. Comment l'expliquez-vous et comment la situez-vous dans l'histoire politique française récente ?

Stéphane Rozès. – Elle marque un moment inédit. Au premier abord, il est surprenant de voir un vieux pays en état de dépression, pessimiste et conservateur, élire un Président inconnu il y a encore trois ans, jeune, dynamique, confiant dans l'avenir et l'invitant à se mettre « en marche ».

Pour rendre raison de ce basculement psychopolitique, il faut revenir aux racines de la dépression française. Celle-ci n'est pas le symptôme d'une dévitalisation du pays, mais le signe d'un blocage de son énergie.

Chaque peuple a en effet besoin de s'approprier le réel pour s'y déployer, à travers un imaginaire spécifique. Les Français ont, eux, sans cesse besoin de se projeter, que ce soit dans le

temps, l'espace, un projet ou une incarnation politique. Or, ces projections sont aujourd'hui empêchées. Sur un plan temporel, le progrès semble se dérober du fait des dérives du capitalisme financier. Sur un plan spatial, depuis 2005, les Français ne voient plus l'Europe comme la France en grand. Bruxelles est devenu l'argument utilisé par nos gouvernants pour réformer le pays au risque de remettre en question son modèle social et républicain. Sur le plan politique, l'attitude de nos gouvernants une fois élus semble indiquer que c'est le monde extérieur qui commanderait notre destin. Ils semblent mus par l'idée que, pour survivre, la France devrait renoncer peu à peu à son identité. Tel fut le point commun entre Nicolas Sarkozy et François Hollande. Une fois arrivés à l'Élysée, ils ont éludé tout récit sur l'identité de la France et sa place dans le monde extérieur et son devenir. Face à cette perspective funeste, les Français ont acquiescé aux réformes avec leur esprit mais résisté avec leurs tripes. Ils ont intériorisé l'idée

Stéphane Rozès est consultant. Il est président de CAP (Conseils, analyses et perspectives). Il enseigne à Sciences-Po et HEC. Dans *Le Débat* : « La présidentielle dans l'imaginaire politique français » (n° 168, janvier-février 2012) et « Le sens de l'alternance » (n° 171, septembre-octobre 2012).

qu'ils portaient la responsabilité du retard du pays et de son inadaptation au monde. Notre dépression vient du fait que la nation doit se projeter pour avancer alors que l'État opère le mouvement inverse en justifiant son action par des contraintes extérieures. Les deux énergies s'annihilent.

La singularité et la force extraordinaire du discours d'Emmanuel Macron, qui expliquent le basculement du pays, est de ne se situer ni en soumission ni en résistance vis-à-vis de l'extérieur, qu'il s'agisse de Bruxelles ou de la mondialisation. Il a été le seul à dire aux Français après avoir quitté Bercy : vous n'êtes pas responsables de notre malheur. C'est le système politique qui bloque, je le sais, j'en viens. Le pays n'est pas mort, il n'est pas condamné à renoncer à ce qu'il est. Il peut se relancer, il faut juste changer le système politique, dépasser les vieux clivages, rechercher tout ce que nous avons en commun pour nous rassembler. Vous avez chacun le talent et l'énergie qu'il faut pour que nous nous en sortions collectivement.

Cette invitation projective a suffi à libérer l'énergie du pays. En réveillant l'imaginaire français, Emmanuel Macron a fait sortir le génie de la lampe d'Aladin. C'est ce qui lui a permis de réaligner le haut de l'État sur le bas de la nation. Si le message « En Marche ! » a d'abord été entendu par les catégories sociales – jeunes diplômés, entrepreneurs, classes moyennes – bénéficiant d'un capital culturel et économique suffisant pour échapper à la logique de la conservation des rapports sociaux, corporations ou rentes, cette libération d'énergie a peu à peu créé une dynamique politique et électorale majoritaire. Les classes populaires, dans l'attente d'une destination de la « marche », du type de modèle français à édifier, ont momentanément consenti au macronisme par leur abstention même. Au

fond, cette dynamique s'explique par la rencontre d'Emmanuel Macron avec l'inconscient collectif du pays.

Le Débat. – Les circonstances ont tout de même joué un rôle majeur dans ce parcours, du renoncement de François Hollande aux affaires qui ont décrédibilisé la candidature de François Fillon...

St. R. – C'est incontestable. L'élection d'Emmanuel Macron est la conjonction du hasard de la vie politique, des nécessités de la situation historique et de la singularité de sa personne. La clé de son succès réside dans l'adéquation entre sa personnalité et le moment politique. Pour la comprendre, il faut revenir sur son parcours.

Derrière une image lisse se niche une personnalité riche et complexe. Un inspecteur des Finances et ancien banquier, sans doute, mais auparavant un féru de littérature et de théâtre, assistant éditorial du philosophe Paul Ricœur, ayant montré dans sa vie personnelle et professionnelle qu'il sait vite apprendre de ses aînés et poursuivre son chemin. Chacun voyant le monde extérieur à partir de son monde intérieur, il a ainsi pu ressentir et donc comprendre la nécessité de tenir ensemble des contraires apparents : les questions économiques et « en même temps » les questions culturelles, identitaires, la symbolique politique décisive pour un pays comme la France. Contrairement à ce que pensent la plupart au sommet de l'État et parmi les élites actuelles, il sait que le gouvernement des hommes ne se réduit pas à l'administration des choses. Ses expériences lui ont appris que la politique est l'art de décider et que cela relève de la « culture générale », comme le rappelait le général de Gaulle.

Issu d'une génération post-chute du mur de Berlin désenclavée idéologiquement, il dispose néanmoins d'une culture historique et politique.

Hors des appareils politiques, il a compris que les lignes de partage du pays avaient bougé. Il a saisi que le clivage principal ne portait plus sur le souhaitable entre la politique de l'offre ou de la demande, les patrons ou les salariés, le profit ou la redistribution sociale. Il porte désormais sur le possible pour survivre dans la mondialisation sans pour autant renoncer à notre modèle. Dès son passage à Bercy, Emmanuel Macron a témoigné de son souci de réconcilier la compétitivité économique et la protection sociale.

Enfin et surtout, il a tiré les leçons des erreurs de son mentor François Hollande qui ne voulait pas assumer la verticalité de la fonction présidentielle. «Le monarque interprète le spectacle du peuple», nous rappelle Hobbes. L'acteur politique n'est pas l'auteur de la politique. C'est son histoire, sa culture, sa sensibilité et son intelligence liées qui font sa compréhension du peuple et du jeu politique dans lequel il va s'inscrire durant le rite présidentiel qui le porte au pouvoir.

Formé par les jésuites qui pensent et travaillent sans cesse l'écart entre l'idéal et le réel pour le réduire, il a été le seul candidat à présenter que l'enjeu était d'assumer une fonction politique verticale, précisément parce que la globalisation économique, les marchés, la finance, le numérique et les réseaux sociaux horizontalisent et segmentent des individus laissés à eux-mêmes. En France, plus l'individu se conduit en Steve Jobs, plus il a besoin de se retrouver dans un Napoléon.

Le Débat. – De ce point de vue, le renoncement de François Hollande à se représenter lui a ouvert la porte en grand.

St.R. – Ce renoncement présidentiel a été la clé de cette élection et de la victoire d'Emmanuel Macron. Pour le pays, ce retrait de François Hollande n'était pas seulement la sanction de

son bilan ou de sa banalisation de la fonction présidentielle par l'annonce de sa participation comme Président sortant à une primaire de gauche ou la publication de livres de confidences à des journalistes. Ce renoncement a signé dans l'inconscient collectif l'affaiblissement de la prise du politique sur le cours des choses, la désindexation de l'État sur la nation, et posé la question de la compatibilité de cette dernière avec le monde extérieur. L'enjeu de la présidentielle est alors devenu d'abord existentiel et identitaire. Le clivage social gauche / droite de nature sociale a laissé place à la question de la nation, du rapport de la France au monde : projective ou défensive ? Les deux principaux candidats, Emmanuel Macron et Marine Le Pen, se sont combattus autour de cette question et sur un champ idéologique très resserré. La dispute portait sur ce que voulait dire être «patriote». Emmanuel Macron disait de Marine Le Pen qu'elle était non pas patriote mais nationaliste. À l'inverse, Marine Le Pen disait d'Emmanuel Macron qu'il était non pas patriote mais mondialiste, «l'homme de la finance».

La dimension d'incarnation a prévalu sur la dimension programmatique. Emmanuel Macron a construit sa légitimité sur une conception projective de la patrie. Seul, il a montré sa dépendance envers les Français en établissant un rapport direct avec eux, sans s'adosser à la critique des autres. La fragilité même de sa position initiale a fonctionné comme un appel aux citoyens. Il a recueilli peu à peu l'adhésion d'une majorité relative, puis le consentement du pays par une forte majorité des suffrages exprimés lors des élections législatives. Cette dynamique, il l'assumera une fois élu en justifiant son obligation d'agir et de réussir par la volonté de se conformer «d'abord» au «mandat de la souveraineté de la nation [...] renouer avec l'esprit de

conquête [...] pour, enfin, réconcilier (le peuple) avec lui-même», selon ses propres paroles devant le Congrès, le 3 juillet.

Le Débat. – Mais ne va-t-il pas inévitablement se déclarer une contradiction entre ce style politique et la contrainte économique dont il est par ailleurs un porte-parole des plus orthodoxes ?

St. R. – Oui. Il y a une contradiction potentielle entre les raisons profondes de sa victoire et les positions habituelles de nos dirigeants au sommet de l'État. Notons qu'en ce début de quinquennat, contrairement à ses prédécesseurs, le président Macron tient sa partition. Il dit devant le Congrès que la France est de retour et qu'il souhaite restaurer la souveraineté nationale. Maintenant, tout va dépendre de la cohérence entre ce récit présidentiel initial, d'une part, et, d'autre part, sa déclinaison par le gouvernement d'Édouard Philippe, la nature et les justifications des réformes mises en œuvre. S'agira-t-il d'une transformation à partir de ce que nous sommes, de notre modèle social ou républicain, ou de réformes issues de contraintes extérieures, soit précisément la démarche qui est à l'origine de la dépression française ?

Le Débat. – Le dépassement du clivage gauche/droite qu'Emmanuel Macron a réussi à opérer dans cette élection est-il purement conjoncturel, voire circonstanciel, ou plutôt d'ordre structurel ? Va-t-il reparaître très vite, y compris à l'intérieur d'En Marche !, ou sa mise en parenthèses vous paraît-elle devoir être durable ?

St. R. – C'est une parenthèse qui a des raisons structurelles. Le basculement politique et électoral actuel, je l'ai dit, correspond à un réaligement de la représentation politique du sommet de l'État et de la nation. Il s'est opéré par une réactivation de notre imaginaire durant

la présidentielle dont Emmanuel Macron a été l'acteur central. Celle-ci s'est faite à travers une dispute sur un clivage existentiel, identitaire, à partir d'une nécessaire et possible projection commune. Cette fois-ci, le commun a prévalu sur la division. Historiquement, le commun, le « bon » pour le pays, précède la dispute autour du « juste » et de l'« efficace » qui fonde le clivage gauche/droite de nature sociale. C'est le commun qui doit encadrer la dispute. Sinon, comme aujourd'hui, lorsque le pays se fragmente socialement, il se recentre idéologiquement à la recherche de ce qui nous tient ensemble.

Dans notre histoire, lorsque le commun n'est pas assuré, qu'aucune force sociale et politique ne peut l'emporter ou qu'aucun compromis n'est trouvé pour stabiliser le sommet de l'État, la vacance de celui-ci ou l'instabilité politique du pays mènent au bonapartisme. Celui-ci prétend restaurer du commun projectif en dépassant pour un temps la dispute politique et les contradictions de classes.

Le macronisme est un avatar du bonapartisme. Il était épisodique et subconscient chez Chirac, Sarkozy et dans la promesse de commun qui imprégnait la campagne présidentielle de François Hollande. C'est bien cette question du commun assumé dans les paroles et les actes qui a fait la victoire d'Emmanuel Macron. De Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen, les mots clés de la campagne ont été ceux de « patrie », « République », « souveraineté », « nation » et « citoyenneté »... Les partis de gouvernement de droite comme de gauche qui les ont esquivés ont été momentanément mis de côté. Néanmoins, si le macronisme échoue à l'Assemblée et dans la rue, la dispute va de nouveau se déployer, mais ce sera sur la question nationale plus que sur la question sociale.

La pression des populismes, des nationalismes

Stéphane Rozès
Macron, Aladin
de l'imaginaire français

et des radicalismes religieux va perdurer car leurs racines, liées notamment aux modalités de la globalisation, demeurent. L'Aladin de notre imaginaire est condamné à réussir car il a libéré l'énergie nationale avec l'idée que nous pourrions redevenir maîtres de notre destin. Cette idée ne pourra pas facilement refluer vers la lampe. S'il réussit, le clivage gauche / droite fondé sur la prévalence de la dispute sociale se réinstallera progressivement. S'il échoue, ce sera le clivage existentiel entre nation et nationalisme qui reviendra sous une forme différente.

Le Débat. – Quelles sont, à votre sens, les chances de réussite de Macron, telles qu'on peut les apprécier aujourd'hui ?

St. R. – « Je tiens mon pouvoir de l'imagination des Français [...] quand j'en serai privé je ne serai plus rien », Emmanuel Macron pourrait reprendre à son compte cette phrase de Napoléon. Là réside la réponse à votre question. En la circonstance, cette imagination est fondée sur la promesse que le pays va se remettre en marche, mais elle est porteuse d'une ambiguïté cruciale. Qu'est-ce qui empêche le mouvement ? Emmanuel Macron dit que c'est le système politique, son archaïsme culturel et institutionnel, ses clivages dépassés, ses dérives morales... Mais ces dysfonctionnements et la fracture entre la nation et le sommet de l'État qui nous affectent ne sont-ils pas plutôt l'effet que la cause de notre dépression ? N'est-ce pas plutôt l'absence de projection de la France à partir de finalités politiques communes, dans une Europe procédurale, économique et juridique, qui est la cause de la fracture entre l'État et la nation et empêche notre mise en marche ? Quand le président Macron fait de la restauration de la « souveraineté de la Nation [...] qui est de pouvoir disposer de soi-même, malgré les contraintes et dérèglements du monde » le premier mandat qui lui a été confié

par les Français, il ne semble pas en disconvenir. Il faudrait que l'Europe permette aux peuples de s'y projeter et non l'inverse. Mais il est au sommet d'un État qui se fait plutôt le relais de l'extérieur au sein de la nation, alors que l'imagination des Français dont procède le pouvoir du président Macron est à l'inverse. Aussi le redressement français, la transformation nationale, la remise en marche de la France dépendent-ils du déploiement de son génie et donc d'une renaissance de l'Europe qui puisse l'accueillir.

Le Débat. – Quelles sont les chances d'Emmanuel Macron de faire bouger les lignes en Europe ? Il n'a pas promis moins que de « refonder l'Europe » !

St. R. – Oui, mais la chancelière Merkel parle, elle, de « relancer l'Europe ». La France ne peut consentir à plus de flexibilité et plus d'efforts que si l'ensemble du pays se remet en route. Cette réussite passe par la compréhension du fait que l'excellence d'un modèle national et sa compétitivité procèdent de la cohérence entre son imaginaire, ses institutions et ses politiques économique et sociale. Refonder l'Europe revient à repartir de ce qui la fonde : ses peuples. Or, en Europe plus qu'ailleurs, si les peuples deviennent de plus en plus interdépendants économiquement, monétairement, financièrement, s'ils sont de plus en plus reliés numériquement, ils se séparent humainement, se replient sur eux à travers des populismes, des nationalismes et des radicalismes religieux. Cela tient à une gouvernance qui fait prévaloir l'efficacité des règles juridiques, économiques et technologiques sur les communautés humaines qui les précédaient. Ses politiques économiques, monétaires, budgétaires, de libre-échange et de libre concurrence uniques ne sont pas adaptées à la diversité culturelle des peuples européens. Loin de rapprocher les peuples, elles les éloignent. Si l'efficacité

économique et juridique est soustraite au contrôle des peuples, ils se sentent privés de la maîtrise de leur destin, et c'est ce qui engendre les régressions politiques que nous observons. Si le candidat Emmanuel Macron a été le seul à parler positivement de l'Europe, c'est qu'auparavant il avait été le seul à incarner le retour de la souveraineté nationale projective et positive.

Tout va se jouer après les élections fédérales en Allemagne dans la capacité du président Macron à faire bouger nos amis allemands et, en premier lieu, la chancelière Merkel. La meilleure façon d'y parvenir n'est pas, comme l'y incitent la plupart, de donner à tout prix des gages aux Allemands ou de leur parler en français à partir de notre vision idéologico-politique. Il faudrait plutôt procéder à l'allemande, de façon empirique, par un partage d'expérience.

De ce point de vue, l'attitude du président Macron vis-à-vis de Trump et de Poutine représente un début de pédagogie. Leurs façons d'être et de faire ne sont pas les nôtres, mais on peut faire bouger les lignes en partant de ce qu'ils sont. De même en Europe, l'autre est à traiter comme tel, il n'est pas réductible à sa dimension économique, comme si les objectifs monétaires et budgétaires étaient une finalité.

Au fond, depuis des siècles, le génie européen vient de sa capacité à fabriquer du commun à partir de la diversité de ses peuples, et non l'inverse, comme aujourd'hui. La refondation de l'Europe est suspendue à la possibilité pour chacun d'assumer ses intérêts à partir de ses représentations, mais en n'ignorant pas les intérêts et représentations des autres. Cela requiert de contourner un instant les perceptions universalistes françaises et economicistes allemandes.

Lors de son discours devant le Congrès, le président Macron a ouvert une fenêtre en affichant sa volonté de s'adosser aux peuples européens grâce à des «conventions démocratiques». Elles permettraient sans doute de partager des analyses différentes des raisons du recul économique de l'Europe et de ses régressions politiques. Ainsi, «la refondation de l'Europe» passerait par un retour à ses origines séculaires qui sont de laisser la possibilité à chacun de cultiver l'excellence de son modèle, de telle sorte que leur association dans la diversité aboutisse à des projets communs capables de replacer l'Europe au cœur de la mondialisation en respectant la spécificité de son génie.